

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2013/203693]

**13 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au relogement de l'occupant expulsé par le bourgmestre suite à une interdiction d'occuper prise conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'article 7, alinéa 14, inséré par le décret du 9 février 2012;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement du 27 août 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 12 octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 2012;

Vu l'avis n° 53.111/4 du Conseil d'Etat donné le 24 avril 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement du 19 septembre 2012;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> bourgmestre : le bourgmestre qui a procédé à l'expulsion de l'occupant suite à une interdiction d'occuper prononcée par lui-même, par le Collège communal ou par le Gouvernement conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

2<sup>o</sup> commune : la commune sur le territoire de laquelle se trouve le logement évacué;

3<sup>o</sup> bénéficiaire : le ménage expulsé par le bourgmestre et relogé suite à l'acceptation de l'offre de relogement proposée par le bourgmestre dans un logement ou un établissement d'hébergement se trouvant soit sur le territoire de la commune, soit sur le territoire d'une autre commune en cas de recherche d'un logement par la Société wallonne du Logement.

Cette deuxième situation n'est possible que si la Société wallonne du Logement, après avoir pris acte des démarches infructueuses effectuées par le bourgmestre, trouve un logement dans un délai d'un mois à dater de l'information reçue par le bourgmestre et obtient une acceptation de la part du propriétaire ou gestionnaire du logement ou de la structure d'hébergement de reloger le bénéficiaire dans le logement ou l'établissement d'hébergement;

4<sup>o</sup> enfant à charge : la personne pour laquelle des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées à un membre du ménage demandeur ou l'enfant qui, sur présentation de preuve, est considéré à charge par l'administration. Est compté comme enfant à charge supplémentaire, le membre du ménage ou l'enfant à charge handicapé;

5<sup>o</sup> administration : le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;

6<sup>o</sup> structure d'hébergement : la structure visée à la Partie 2, Livre 1<sup>er</sup>, Titre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

7<sup>o</sup> établissement d'hébergement : l'organisme agréé en vertu de la Partie 2, Livre 1<sup>er</sup>, Titre II, Chapitre II, Section II, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Si le bénéficiaire est relogé dans un logement de transit ou une structure d'hébergement, il peut y séjourner pendant une période maximum de six mois.

A l'expiration de cette période, si le bénéficiaire n'a trouvé aucun logement respectant les critères minimaux de salubrité et de surpeuplement tels que fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 19<sup>o</sup> à 22<sup>o</sup> bis, du Code wallon du Logement et dont le loyer n'excède pas 300 euros pour un logement une chambre, augmenté de 50 euros par chambre supplémentaire, il peut y séjourner pendant une nouvelle période de six mois maximum.

§ 2. Si le bénéficiaire est relogé dans un logement donné en location au C.P.A.S. ou à un organisme à finalité sociale en application de l'article 132 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, dans un logement pris en gestion par une agence immobilière sociale ou dans un logement issu du secteur locatif privé, il peut y séjourner pendant une période maximum de douze mois.

§ 3. Lorsque la réglementation relative au logement ou à la structure d'hébergement le permet, le contrat de bail ou la convention d'occupation conclu avec le bénéficiaire prévoit :

1° la possibilité pour le locataire de résilier anticipativement le contrat ou la convention moyennant un congé notifié un mois à l'avance;

2° l'absence d'indemnité de rupture dans le respect des conditions fixées au 1°.

Pendant la durée du relogement, le bénéficiaire recherche un autre logement et bénéficie à cet effet de l'accompagnement visé au § 4.

Toutefois, s'il a été relogé dans un logement, à l'exclusion du logement de transit, dont le loyer n'excède pas 300 euros pour un logement une chambre, augmenté de 50 euros par chambre supplémentaire, le bénéficiaire est dispensé de cette obligation de recherche d'un autre logement si :

1°) le contrat de bail relatif au bien occupé dans le cadre du relogement, a été conclu pour une durée plus longue que celle du relogement;

2°) le contrat de bail relatif au bien occupé dans le cadre du relogement, sans avoir été conclu à l'origine pour une durée plus longue que celle du relogement, est prolongé au-delà de la durée du relogement; en ce cas, la dispense de l'obligation de rechercher un autre logement ne vaut qu'à partir du moment où la prolongation est conclue.

§ 4. Pendant la durée du relogement, le bénéficiaire, à l'exclusion du bénéficiaire qui est dispensé de l'obligation de rechercher un autre logement en application du § 3, bénéficie d'un accompagnement en vue de retrouver un logement respectant les critères minimaux de salubrité et de surpeuplement tels que fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 19° à 22°*bis*, du Code wallon du Logement et dont le loyer n'excède pas 300 euros pour un logement une chambre, augmenté de 50 euros par chambre supplémentaire.

L'accompagnement du bénéficiaire est assuré par :

1° le gestionnaire du logement occupé;

2° l'établissement d'hébergement ou

3° le centre public d'action sociale lorsque le bénéficiaire est relogé dans un logement issu du secteur locatif privé.

L'administration intervient financièrement à concurrence de 25 euros par mois et par bénéficiaire lorsque l'accompagnement n'est pas assuré par une agence immobilière sociale, une association de promotion du logement ou un établissement d'hébergement.

Le gestionnaire du logement occupé ou le centre public d'action sociale transmet sa demande d'intervention à l'administration lors de la prise en charge de l'accompagnement.

Doivent être produits, lors de la demande d'intervention :

1° l'identification du bénéficiaire;

2° l'identification du logement occupé et du logement quitté.

L'administration liquide le montant dû pour une période d'accompagnement de six mois.

Si à l'expiration de cette première période de six mois, l'accompagnement perdure, l'administration liquide le montant dû pour une seconde période d'accompagnement de six mois.

§ 5. Les montants visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 3 et 4, sont indexés conformément à la réglementation applicable à l'indexation des montants visés à l'article 1<sup>er</sup> du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Si le montant de l'indemnité d'occupation, du loyer ou de la participation financière dû pour le logement ou la structure d'hébergement dans lequel le bénéficiaire est relogé est supérieur au montant du loyer du logement évacué ou de sa valeur locative, lorsque le bénéficiaire l'occupait en tant que propriétaire ou à titre gratuit, l'administration prend en charge, pendant douze mois, la différence entre ces deux montants, afin que le montant payé par le bénéficiaire dans le cadre de son relogement corresponde au montant du loyer du logement évacué ou de sa valeur locative.

La différence prise en charge n'excède toutefois pas 250 euros. Ce montant est majoré de 30 euros par enfant à charge et de 100 euros si le bénéficiaire est relogé dans un logement du secteur locatif privé situé en zone de pression immobilière telle que définie à l'article 79 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

Pendant la durée du relogement et de la prise en charge financière visée au présent paragraphe, aucune allocation de loyer n'est versée au bénéficiaire en application de l'arrêté du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer.

§ 2. La demande de prise en charge est adressée par le bénéficiaire à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci, avant la conclusion du contrat de bail s'il est relogé dans un logement issu du secteur locatif privé, ou dans le mois de la signature du contrat de bail ou de la convention d'occupation, dans les autres cas.

Pour être complète la demande de prise en charge comporte :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur moins d'un mois avant l'introduction de sa demande;

2° l'identification précise du logement ou de la structure d'hébergement qui est ou sera occupé et du logement quitté, comprenant le montant du loyer, de la participation financière ou de l'indemnité d'occupation pour chacun des logements.

Dans les quinze jours de la date de l'envoi contenant la demande complète ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète, l'administration informe le bénéficiaire et le propriétaire ou gestionnaire du logement, du montant de la prise en charge.

Dès réception du courrier de l'administration accordant le montant de la prise en charge, le contrat de bail peut être conclu avec le propriétaire d'un logement issu du secteur locatif privé et fixer un loyer dont est déduit le montant de la prise en charge.

§ 3. La prise en charge est liquidée anticipativement pour une période de six mois au propriétaire si le bénéficiaire est relogé dans un logement du secteur locatif privé.

Dans les autres cas, la prise en charge est liquidée mensuellement au pouvoir local, à l'organisme à finalité sociale ou à l'établissement d'hébergement, propriétaire ou gestionnaire du logement ou de la structure au sein duquel le bénéficiaire est relogé.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**Art. 5.** Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

---

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203693]

#### **13. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Unterbringung des Bewohners, der vom Bürgermeister infolge eines gemäß den Artikeln 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse verkündeten Wohnverbots von einer Wohnung ausgewiesen wird**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 7, Absatz 14, eingefügt durch das Dekret vom 9. Februar 2012;

Aufgrund des Gutachtens der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) vom 27. August 2012;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region) vom 12. Oktober 2012;

Aufgrund des am 20. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juni 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. April 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens n<sup>o</sup>53.111/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 19. September 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat des Wohnungswesens);

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 -** Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1<sup>o</sup> Bürgermeister : der Bürgermeister, der infolge eines gemäß den Artikeln 7 und 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse von ihm selbst, von dem Gemeindegremium oder der Regierung verkündeten Wohnverbots den Bewohner ausgewiesen hat;

2<sup>o</sup> Gemeinde: Die Gemeinde, auf deren Gebiet sich die verlassene Wohnung befindet;

3<sup>o</sup> Begünstigter: der Haushalt, der von dem Bürgermeister ausgewiesen wird und nach Annahme des vom Bürgermeister vorgeschlagenen Unterbringungsangebots in einer Wohnung oder einem Unterkunftsbetrieb, die bzw. der entweder auf dem Gebiet der Gemeinde oder auf dem Gebiet einer anderen Gemeinde, im Falle einer Wohnungssuche durch die "Société wallonne du Logement", untergebracht wird.

Diese zweite Lage ist nur möglich, wenn die "Société wallonne du Logement", nachdem sie von den erfolglosen Schritten des Bürgermeisters Kenntnis genommen hat, innerhalb einer Frist von einem Monat ab der von dem Bürgermeister erhaltenen Information eine Wohnung findet, und eine Zustimmung von dem Eigentümer oder dem Verwalter der Wohnung oder der Unterbringungsstruktur erhält, um den Begünstigten in der Wohnung oder dem Unterkunftsbetrieb unterzubringen;

4<sup>o</sup> unterhaltsberechtigtes Kind: die Person, für die ein Mitglied des antragstellenden Haushalts Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen von der Verwaltung als unterhaltsberechtigtes betrachtet wird. Ein behindertes unterhaltsberechtigtes Kind oder Haushaltsmitglied zählt für zwei unterhaltsberechtigende Kinder;

5<sup>o</sup> Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen der Operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6<sup>o</sup> Unterbringungsstruktur: die in dem Teil 2, Buch 1, Titel II des Wallonischen Gesetzbuches über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit erwähnte Struktur;

7<sup>o</sup> Unterkunftsbetrieb: die aufgrund von Teil 2, Buch 1, Titel II, Kapitel II, Abschnitt II des Wallonischen Gesetzbuches über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit zugelassene Einrichtung.

**Art. 2 - § 1.** Wenn der Begünstigte in eine Übergangswohnung oder eine Unterbringungsstruktur zieht, darf er dort höchstens sechs Monate wohnen.

Wenn nach diesem Zeitraum der Begünstigte keine Wohnung gefunden hat, die die Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit und der Überbelegung erfüllt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22°*bis* des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Definitionen bestimmt werden, und deren Miete 300 Euro für eine Wohnung mit einem Schlafzimmer, zzgl. 50 Euro je zusätzliches Schlafzimmer nicht überschreitet, darf er dort für einen weiteren Zeitraum von höchstens sechs Monaten wohnen.

§ 2. Wenn der Begünstigte in einer Wohnung untergebracht wird, die in Anwendung von Artikel 132 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse dem ÖSHZ oder einer Einrichtung mit sozialem Zweck vermietet wird, oder in einer Wohnung, deren Verwaltung von einer Agentur für soziale Wohnungen übernommen wurde, oder in einer Wohnung, die aus dem privaten Mietsektor stammt, darf er dort für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten wohnen.

§ 3. Wenn die Regelung bezüglich der Wohnung oder der Unterbringungsstruktur es erlaubt, wird Folgendes in dem mit dem Begünstigten abgeschlossenen Mietvertrag oder der Bewohnungsvereinbarung vorgesehen:

1° der Mieter hat die Möglichkeit, den Vertrag oder die Vereinbarung vorbehaltlich einer Kündigungsfrist, die einen Monat im Voraus zugestellt wird, vorzeitig zu kündigen;

2° es wird keine Kündigungsentschädigung unter Einhaltung der in Punkt 1° festgelegten Bedingungen verlangt.

Während der Dauer der Unterbringung sucht der Begünstigte nach einer anderen Wohnung und genießt dazu die unter § 4 erwähnte Betreuung.

Wenn er in eine Wohnung, mit Ausnahme der Übergangswohnung, deren Miete 300 Euro für eine Wohnung mit einem Schlafzimmer, zzgl. 50 Euro je zusätzliches Schlafzimmer nicht überschreitet, untergebracht wurde, wird der Begünstigte von dieser Pflicht zur Wohnungssuche befreit, wenn :

1°) der Mietvertrag bezüglich des im Rahmen der Unterbringung bewohnten Gutes für einen längeren Zeitraum als den Zeitraum der Unterbringung wurde;

2°) der Mietvertrag bezüglich des im Rahmen der Unterbringung bewohnten Gutes, ohne ursprünglich für einen längeren Zeitraum als den Zeitraum der Unterbringung abgeschlossen gewesen zu sein, über die Dauer der Unterbringung hinaus verlängert wird; in diesem Fall gilt die Befreiung der Pflicht der Wohnungssuche nur ab dem Zeitpunkt, an dem die Verlängerung abgeschlossen wird.

§ 4. Während der Unterbringungszeit genießt der Begünstigte, mit Ausnahme des Begünstigten, der in Anwendung von § 3 von der Pflicht, nach einer anderen Wohnung zu suchen, befreit wird, eine Betreuung, um eine Wohnung zu finden, die die Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit und der Überbelegung erfüllt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19 bis 22bis des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Definitionen bestimmt werden, und deren Miete 300 Euro für eine Wohnung mit einem Schlafzimmer, zzgl. 50 Euro je zusätzliches Schlafzimmer nicht überschreitet.

Die Betreuung des Begünstigten wird gewährleistet durch :

1° den Verwalter der bewohnten Wohnung;

2° den Unterkunftsbetrieb oder,

3° das öffentliche Sozialhilfzentrum, wenn der Begünstigte in einer Wohnung aus dem privaten Mietsektor untergebracht wird.

Die Verwaltung gibt eine finanzielle Beihilfe in Höhe von 25 Euro monatlich je Begünstigten, wenn die Betreuung nicht von einer Agentur für soziale Wohnungen, einer Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens oder einem Unterkunftsbetrieb gewährleistet wird.

Der Verwalter der bewohnten Wohnung bzw. das öffentliche Sozialhilfzentrum übermittelt der Verwaltung seinen Beihilfeantrag bei der Übernahme der Betreuung.

Bei der Beantragung einer Beihilfe sind folgende Auskünfte zu geben:

1° die Identifizierung des Begünstigten;

2° die Identifizierung der bewohnten Wohnung und der verlassenen Wohnung.

Die Verwaltung zahlt den geschuldeten Betrag für eine Betreuungsperiode von sechs Monaten aus.

Wenn nach dieser ersten Periode von sechs Monaten die Betreuung weiterhin gewährleistet wird, zahlt die Verwaltung den geschuldeten Betrag für eine zweite Betreuungsperiode von sechs Monaten aus.

§ 5. Die in den §§ 1, 3 und 4 erwähnten Beträge werden gemäß der Regelung indexiert, die auf die Indexierung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Beträge Anwendung findet.

**Art. 3 - § 1.** Wenn der Betrag der Bewohnungsentschädigung, der Miete oder der finanziellen Beteiligung, der für die Wohnung oder die Unterbringungsstruktur, in der der Begünstigte untergebracht wird, geschuldet wird, höher als der Betrag der verlassenen Wohnung oder seines Mietwerts ist, als der Begünstigte sie als Eigentümer oder unentgeltlich bewohnte, übernimmt die Verwaltung während zwölf Monate den Unterschied zwischen den beiden Beträgen, so dass der von dem Begünstigten im Rahmen seiner Unterbringung gezahlte Betrag dem Betrag der Miete der verlassenen Wohnung oder seines Mietwerts entspricht.

Der übernommene Kostenunterschied überschreitet jedoch nicht 250 Euro. Dieser Betrag wird um 30 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind und um 100 Euro erhöht, wenn der Begünstigte in einer Wohnung aus dem privaten Mietsektor, die in einem Gebiet mit Baudruck im Sinne von Artikel 79 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse gelegen ist, untergebracht wird.

Während der Dauer der Unterbringung und der im vorliegenden Paragraphen erwähnten Kostenübernahme wird dem Begünstigten keine Mietzulage in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen gezahlt.

§ 2. Der Antrag auf eine Kostenübernahme wird vom Begünstigten an die Verwaltung mittels eines von ihr ausgehändigten Formulars vor dem Abschluss des Mietvertrags, wenn er in einer Wohnung aus dem privaten Mietsektor untergebracht wird, oder innerhalb des Monats der Unterzeichnung des Mietvertrags oder der Bewohnungsvereinbarung in den sonstigen Fällen gerichtet.

Um vollständig zu sein muss der Antrag auf eine Kostenübernahme Folgendes beinhalten:

1° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers weniger als einen Monat vor Einreichung seines Antrags;

2° die genaue Identifizierung der Wohnung oder der Unterbringungsstruktur, die bewohnt wird oder werden wird, und der verlassenen Wohnung, unter Angabe der Miethöhe, der finanziellen Beteiligung oder der Bewohnungsentschädigung für jede der Wohnungen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Versand des vollständigen Antrags oder gegebenenfalls der letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags informiert die Verwaltung den Begünstigten und den Eigentümer oder Verwalter der Wohnung über die Höhe der Kostenübernahme.

Ab dem Empfang des Schreibens der Verwaltung zur Bewilligung des Betrags der Kostenübernahme kann der Mietvertrag mit dem Eigentümer einer Wohnung aus dem privaten Mietsektor abgeschlossen werden und kann ein Mietbetrag festgelegt werden, von dem der Betrag der Kostenübernahme abgezogen wird.

§ 3. Die Kostenübernahme wird vorzeitig für eine Periode von sechs Monaten dem Eigentümer ausgezahlt, wenn der Begünstigte in einer Wohnung des privaten Mietsektors untergebracht wird.

In den sonstigen Fällen wird die Kostenübernahme der lokalen Behörde, der Einrichtung mit sozialem Zweck oder dem Unterkunftsbetrieb, Eigentümer oder Verwalter der Wohnung oder der Struktur, in welcher der Begünstigte untergebracht wird, monatlich ausgezahlt.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2013 in Kraft.

**Art. 5** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,  
J.-M. NOLLET

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203693]

**13 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen, inzonderheid op artikel 7, 14<sup>e</sup> lid, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2012;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 27 augustus 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 12 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op advies nr. 53.111/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Hoge Huisvestingsraad, gegeven op 19 september 2012;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> burgemeester : de burgemeester die de gebruiker uit de woning heeft gezet ten gevolge van een bewoningsverbod dat hij, de Gemeenteraad of de Regering heeft opgelegd overeenkomstig de artikelen 7 en 13 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen;

2<sup>o</sup> gemeente : de gemeente op het grondgebied waarvan de ontruimde woning zich bevindt;

3<sup>o</sup> begunstigde : het door de burgemeester uitgezette gezin dat na het voorstel tot herhuisvesting van de burgemeester te hebben aanvaard, in een woning of een logiesverstreckende inrichting op het grondgebied van de gemeente wordt herhuisvest, of op het grondgebied van een andere gemeente in geval van het zoeken naar een woning door de "Société wallonne du logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

Deze tweede oplossing is enkel mogelijk als de "Société wallonne du logement", na kennis te hebben genomen van de door de burgemeester ondernomen vruchteloze stappen, een woning vindt binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de door de burgemeester ontvangen informatie, en de toestemming krijgt van de eigenaar of van de beheerder van de woning of van de huisvestingsstructuur om de begunstigde in de woning of in de logiesverstreckende inrichting te herhuisvesten;

4<sup>o</sup> kind ten laste : persoon voor wie een kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan een verzoekend gezinslid, of het kind dat, na overlegging van bewijsstukken, door de administratie geacht wordt ten laste te zijn. Het gehandicapte gezinslid of kind wordt beschouwd als bijkomend kind ten laste;

5<sup>o</sup> administratie : het Departement Wonen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

6<sup>o</sup> huisvestingsstructuur : de structuur bedoeld in Deel 2, Boek I, Titel II van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

7° logiesverstreckende inrichting : de instelling erkend krachtens Deel 2, Boek 1, Titel II, Hoofdstuk II, Afdeling II, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 2.** § 1. Als de begunstigde in een transitwoning of een huisvestingsstructuur wordt gehuisvest, mag hij er verblijven gedurende een periode van hoogstens zes maanden.

Na verstrijken van die periode mag de begunstigde, als hij geen woning heeft gevonden die overeenstemt met de gezondheids- en overbevolkingscriteria bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen en waarvan de huurprijs 300 euro voor een woning met één slaapkamer niet overschrijdt, verhoogd met 50 euro per bijkomende slaapkamer, er opnieuw verblijven gedurende een periode van zes maanden.

§ 2. Als de begunstigde in een woning wordt gehuisvest die, overeenkomstig artikel 132 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen, aan een OCMW of aan een instelling met sociale doeleinden wordt verhuurd, in een woning die door een sociaal vastgoedagentschap wordt beheerd of in een woning uit de privé-huursector, mag hij er verblijven gedurende een periode van hoogstens zes maanden.

§ 3. Als de regelgeving met betrekking tot de huisvesting of tot de huisvestingsstructuur het mogelijk maakt, voorziet de huurovereenkomst of de woonovereenkomst gesloten met de begunstigde :

1° de mogelijkheid om deze overeenkomsten voortijdig op te zeggen mits een opzegging betekend één maand tevoren;

2° het ontbreken van opzeggingsvergoeding met inachtneming van de voorwaarden bepaald in 1°.

Gedurende de duur van de herhuisvesting zoekt de begunstigde naar een andere woning en komt daartoe in aanmerking voor de begeleiding bedoeld in § 4.

Bij herhuisvesting in een woning, met uitzondering van de transitwoning, waarvan de huurprijs 300 euro voor een woning met één slaapkamer niet overschrijdt, verhoogd met 50 euro per bijkomende slaapkamer, is de begunstigde evenwel vrijgesteld van deze verplichting om een naar een andere woning te zoeken, als :

1°) de huurovereenkomst betreffende de in het kader van de herhuisvesting bewoonde woning, is gesloten voor een langere duur dan deze van de herhuisvesting;

2°) de huurovereenkomst betreffende de in het kader van de herhuisvesting bewoonde woning, eerst niet gesloten voor een langere duur dan deze van de herhuisvesting, wordt verlengd boven deze duur; de vrijstelling van de verplichting om naar een andere woning te zoeken geldt dan vanaf de sluiting van de verlenging.

§ 4. Gedurende de duur van de herhuisvesting, komt de begunstigde, met uitzondering van de begunstigde die vrijgesteld is om naar een andere woning te zoeken overeenkomstig § 3, in aanmerking voor een begeleiding om een woning te vinden die overeenstemt met de gezondheids- en overbevolkingscriteria bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007, tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen en waarvan de huurprijs 300 euro voor een woning met één slaapkamer niet overschrijdt, verhoogd met 50 euro per bijkomende slaapkamer.

De begunstigde wordt begeleid door :

1° de beheerder van de bewoonde woning;

2° de logiesverstreckende inrichting of,

3° het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector wordt gehuisvest.

De administratie komt financieel tussenbeide ten belope van 25 euro per maand en per begunstigde als de begeleiding niet door een sociaal vastgoedagentschap, een vereniging ter bevordering van de huisvesting of een logiesverstreckende inrichting wordt verzekerd.

De beheerder van de bewoonde woning of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt zijn tegemoetkomingsaanvraag aan de administratie over bij de overname van de begeleiding.

Bij de tegemoetkomingsaanvraag moeten de volgende documenten worden overgelegd :

1° de identificatie van de begunstigde;

2° de identificatie van de bewoonde woning en van de ontruimde woning.

De administratie betaalt het verschuldigde bedrag voor een begeleidingsperiode van zes maanden.

Na verstrijken van die eerste periode van zes maanden, betaalt de administratie het verschuldigde bedrag voor een tweede begeleidingsperiode van zes maanden als de begeleiding langer duurt.

§ 5. De bedragen bedoeld in §§ 1, 3 en 4, worden geïndexeerd overeenkomstig de reglementering die van toepassing is op de indexerings van de bedragen bedoeld in artikel 1 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

**Art. 3.** § 1. Als het verschuldigde bedrag van de bewoningsvergoeding, van de huurprijs of van de financiële bijdrage voor de woning of voor de huisvestingsstructuur waarin de begunstigde wordt gehuisvest hoger is dan het bedrag van de huurprijs van de ontruimde woning of van haar huurwaarde wanneer de begunstigde die woning als eigenaar of kosteloos bewoonde, betaalt dan de administratie, gedurende twaalf maanden, het verschil tussen die twee bedragen, zodat het bedrag betaald door de begunstigde in het kader van zijn herhuisvesting met het bedrag van de huurprijs van de ontruimde woning of van haar huurwaarde overeenstemt.

Het betaalde verschil bedraagt hoogstens 250 euro. Dit bedrag wordt verhoogd met 30 euro per kind ten laste en met 100 euro als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector gelegen in een vastgoeddrukgebied zoals bedoeld in artikel 79 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen wordt gehuisvest.

Gedurende de duur van de herhuisvesting en de financiële tenlasteneming bedoeld in deze paragraaf, wordt geen huurtoelage gestort aan de begunstigde overeenkomstig het besluit van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen.

§ 2. Vóór de sluiting van de huurovereenkomst maakt de begunstigde, als hij in een woning uit de privé-huursector wordt gehuisvest, of binnen de maand volgend op de handtekening van de huurovereenkomst of van de woonovereenkomst, voor de andere gevallen, de aanvraag tot tenlasteneming aan de administratie over door middel van het door haar bezorgd formulier.

Om volledig te zijn, bevat de aanvraag tot tenlasteneming :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager, opgemaakt hoogstens één maand vóór de indiening van zijn aanvraag;

2° de nauwkeurige identificatie van de woning of van de huisvestingsstructuur die wordt of zal worden bewoond en van de ontruimde woning, met vermelding van het bedrag van de huurprijs, van de financiële bijdrage of van de bewoningsvergoeding voor elk gebouw.

Binnen vijftien dagen na de datum van versturen van de volledige aanvraag of, in voorkomend geval, van de laatste document(en) die de aanvraag aanvullen, brengt de administratie de begunstigde en de eigenaar of beheerder van de woning op de hoogte van het bedrag van de tenlasteneming.

Vanaf de ontvangst van het schrijven van de administratie waarbij het bedrag van de tenlasteneming wordt toegekend, kan de huurovereenkomst worden gesloten met de eigenaar van een woning uit de privé-huursector en een huurprijs kan worden vastgesteld waarvan het bedrag van de tenlasteneming wordt ingehouden.

§ 3. De tenlasteneming wordt voortijdig vereffend voor een periode van zes maanden aan de eigenaar als de begunstigde in een woning uit de privé-huursector wordt gehuisvest.

In de andere gevallen, wordt de tenlasteneming maandelijks vereffend aan het plaatselijke bestuur, aan de instelling met sociale doeleinden of aan de logiesverstreckende inrichting, eigenaar of beheerder van de woning of van de structuur waar de begunstigde wordt gehuisvest.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M NOLLET

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2013/02027]

#### Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 11 juin 2013, Mme Christine Evrard, est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au titre d'attaché au Service public fédéral Personnel et Organisation, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2012.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2013/02027]

#### Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 11 juni 2013 wordt Mevr. Christine Evrard tot rijksambtenaar benoemd in de klasse A1 met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie, in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 april 2012.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2013/15151]

#### Consulats étrangers en Belgique

Le 11 juin 2013, Dr Joseph P.M. D'HAENS a reçu l'exéquatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République de Maurice à Anvers avec comme circonscription consulaire la Région flamande.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2013/15151]

#### Buitenlandse Consulaten in België

Op 11 juni 2013 heeft de Dr. Joseph P.M. D'HAENS de nodige exequatur ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek Mauritius te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de Vlaamse Regio.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00418]

#### Chef de corps de la police locale. — Désignation

Par arrêté royal du 12 juin 2013 M. VANHAUWERE, Jan, est désigné chef de corps de la police locale de la zone de police DEMERDAL-DSZ (Diest/Scherpenheuvel-Zichem) pour une durée de cinq ans.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00418]

#### Korpschef van de lokale politie. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit d.d. 12 juni 2013 wordt de heer VANHAUWERE, Jan, aangewezen tot korpschef van de lokale politie van de politiezone DEMERDAL-DSZ (Diest/Scherpenheuvel-Zichem) voor een termijn van vijf jaar.